

Communiqué du Conseil d'Etat

28 juillet 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	5
Condoléances adressées à la Norvège	5
Rapport d'activités de la solidarité internationale pour l'année 2010	5
Aides financières à plusieurs projets de solidarité internationale	6
Genève hôte d'honneur de la Soirée Suisse de l'ambassade de Suisse aux Etats-Unis.....	7
Région transfrontalière	8
Création d'un nouvel organisme de gouvernance du projet d'agglomération franco-valdo-genevois	8
Genève-Confédération	9
Genève soutient la nouvelle stratégie énergétique du Conseil fédéral	9
Péréquation financière 2012 : la facture de Genève augmente de 27,5 millions de francs	9
Revitalisation des cours d'eau : Genève favorable au renforcement du soutien de la Confédération	10
Révision de l'ordonnance sur la géoinformation : les données relatives à l'énergie doivent être incluses	10
Epizooties, banque de données et émoluments sur le trafic des animaux : oui à la révision des ordonnances	11
Circulation routière : oui à la modification de diverses ordonnances	11
Genève	12
Adoption du nouveau règlement d'application de la loi sur les chiens	12
Baisse du prix de l'électricité à Genève en 2012	13
Contournement routier de Genève-sud : les premiers jalons sont posés.....	13
Garantie d'achat accordée aux TPG pour l'acquisition de 32 tramways et de 87 autobus	14
Amélioration de la sécurité routière entre les villages de Sézegnin, Athenaz, Avusy et Laconnex	14
Adoption du plan localisé de quartier des Communaux d'Ambilly : 610 nouveaux logements à l'horizon fin 2014	14
90 nouveaux logements prévus au Petit-Saconnex	15
Déclassements à Céligny pour la construction de 90 nouveaux logements et d'équipements publics.....	16
Urbanisation des Grands-Esserts à Veyrier : concertation avec la commune	16
Agriculture : soutien à l'investissement durable	17

Augmentation de la taxe de séjour	17
Promotion de la pêche aux écrevisses	18
Rapport sur la diversité biologique.....	18
Evaluation des effets de la loi sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients	19
Approbation du statut de l'Université	19
Droit d'opposition des conseils municipaux aux décisions de l'Association des communes genevoises ..	20
Approbation des comptes de la Fondation « La Vespérale » et de l'EMS « Maison de Vessy »	20
Approbation des comptes des Etablissements publics pour l'intégration	21
Approbation des comptes 2010 des Rentes Genevoises	21
Approbation des comptes 2010 des Fondations immobilières de droit public.....	22
Sujets cantonaux soumis au peuple le 27 novembre 2011	22
Véhicules de l'Etat : modernisation de la gestion du parc et introduction des critères de développement durable	23
Adoption du rapport d'activités du bureau du délégué aux violences domestiques	24
Aide financière au Groupement romand d'études des addictions	24
Aide financière à la Fondation Health On the Net	25
Aides financières accordées à la culture	25
Aide financière pour l'organisation de camps et de colonies de vacances.....	26
Rapports d'activité des commissions officielles	26
Félicitations adressées à Swann Oberson, championne du monde de natation du 5 kilomètres en eau libre.....	27
Nominations.....	28
Agenda des invitations à la presse	29

Genève internationale

Condoléances adressées à la Norvège

Le Conseil d'Etat a tenu à exprimer, en son nom et au nom de toute la population du canton, sa compassion et sa solidarité à Mme l'ambassadeur Bente Angell-Hansen, représentante permanente de la Norvège auprès de l'ONU à Genève, au moment où son pays est endeuillé par les actes criminels qui ont frappé la ville d'Oslo et ses environs le 23 juillet dernier.

Rapport d'activités de la solidarité internationale pour l'année 2010

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil le rapport annuel 2010 sur la politique de la solidarité internationale. En 2010, le canton de Genève a attribué un montant de 14,972 millions de francs à des subventions de solidarité internationale.

Dans le cadre de ses engagements, Genève a décidé de faire de l'environnement un domaine d'action prioritaire et de destiner un montant spécifique aux projets visant la protection de l'environnement, les conséquences du changement climatique, la sécurité alimentaire et la biodiversité.

Le fonds de la solidarité internationale a permis de soutenir une centaine de projets concernant les droits humains et la promotion de la paix, l'éducation, la santé, l'environnement et l'aménagement du territoire. Parmi ces projets, des aides humanitaires d'urgence ont été attribuées pour soutenir les populations victimes du séisme survenu en Haïti en janvier 2010, mais également celles des inondations au Pakistan et de la sécheresse au Sud Soudan. En outre, un projet de loi accordant une aide financière annuelle de 3 millions de francs à la Fédération genevoise de coopération (FGC) a été adopté par le Conseil d'Etat et soumis au Grand Conseil.

Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a également reçu un montant de 3 millions de francs. Ce montant a pour but de venir en aide aux populations touchées par des conflits oubliés. En 2010, ce sont les programmes en Géorgie et en Colombie qui ont bénéficié de cette aide.

L'année 2010 a par ailleurs permis la concrétisation des travaux menés par le canton de Genève avec les cantons du Jura, de Berne et de Fribourg et la Direction du développement et de la coopération (DDC) pour la mise sur pied d'un projet de santé mentale en Bosnie-Herzégovine qui comptera avec l'appui des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG).

La promotion d'une politique de coopération au développement pertinente et la poursuite d'une aide humanitaire conséquente restent les objectifs majeurs pour le Conseil d'Etat. Celui-ci entend poursuivre ses engagements pour contribuer à réduire les inégalités entre le Nord et le Sud.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 43.

Aides financières à plusieurs projets de solidarité internationale

Le Conseil d'Etat a décidé de soutenir quatre projets financés par le budget de la solidarité internationale.

Aide aux études et à la formation pour les étudiant-e-s des pays les moins avancés

Le Conseil d'Etat accorde un financement de 139'500 francs au Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (CERAH). Le CERAH, créé en 2008 sur une initiative conjointe de l'Université de Genève et de l'Institut des hautes études et du développement (IHEID), propose une formation académique de haut niveau pour les professionnel-le-s de l'humanitaire. Les enseignements proposés par le CERAH ont comme philosophie essentielle d'offrir une réflexion critique et documentée sur les principales crises humanitaires contemporaines et les multiples dimensions de la pratique humanitaire. Le soutien du canton de Genève permettra à dix étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés de suivre une formation pluridisciplinaire de niveau *Master of advanced studies* (MAS) ou *Certificate of advanced studies* (CAS) en action humanitaire durant l'année académique 2011-2012.

Mise en place d'un Agenda 21 communal à Madagascar

Dans le cadre du soutien prioritaire donné cette année aux projets environnementaux, le gouvernement a décidé de contribuer au financement d'un Agenda 21 pour trois communes rurales dans la région des Hautes-Terres à Madagascar. Le but de ce projet est principalement d'établir les conditions cadres pour que les communes concernées s'engagent sur la voie du développement durable par des actions concrètes concernant l'accès à l'eau, la préservation des ressources naturelles et les activités génératrices de revenus.

Un montant total de 263'300 francs sur quatre ans (2011-2014) est octroyé pour le développement de cette démarche gérée par l'association genevoise [Glocal](#).

Renforcement des capacités de lobbying et d'information pour sécuriser l'espace de travail des défenseurs des droits humains

Le gouvernement octroie un montant total de 155'000 francs sur trois ans (2011-2013) à l'organisation [Peace Brigades International \(PBI\)](#) pour le soutien aux actions d'accompagnement protecteur, à la sensibilisation aux problématiques liées aux violations des droits humains et au lobbying auprès des instances onusiennes et étatiques pour ses actions en Colombie, au Mexique, au Guatemala et au Népal. Fondée en 1981, PBI est une organisation non gouvernementale qui promeut la résolution non violente des conflits. En respect des principes d'impartialité et de non-ingérence, PBI met en place des équipes internationales de volontaires qui, par leur présence, visent à dissuader les actes de violence et permettent la création d'un espace de dialogue politique. PBI est reconnue par l'ONU et a reçu en 2001 le prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits humains.

Soutien à l'action humanitaire en Irak et renforcement de la société civile irakienne

Le gouvernement accorde un financement total de 400'000 francs sur deux ans (2011-2012) au Comité de coordination des ONG pour l'Irak (NCCI), une plateforme destinée à l'échange d'informations à caractère humanitaire et au renforcement de la capacité de réponse des organismes d'aide travaillant en Irak. Le soutien du canton sera attribué au développement du lien entre les acteurs humanitaires œuvrant en Irak, à la formation et à l'information du tissu associatif irakien et aux actions internationales de plaidoyer et de sensibilisation sur la situation dans le pays avec la participation de la société civile irakienne.

Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Genève hôte d'honneur de la Soirée Suisse de l'ambassade de Suisse aux Etats-Unis

L'ambassade de Suisse aux Etats-Unis organise chaque année en septembre une Soirée Suisse qui est le point culminant de la vie sociale de l'ambassade dans l'année. A compter de cette année, un canton est invité comme hôte d'honneur. Genève est le premier canton convié dans ce cadre.

Cette invitation permet aux autorités genevoises d'être en contact avec les mille personnes que la Soirée Suisse réunit. Il s'agit notamment de sénateurs et représentants du Congrès américain membres du Swiss Caucus, d'élus locaux de la ville de Washington et des Etats du Maryland et de Virginie, de hauts fonctionnaires de l'administration fédérale des Etats-Unis, de collaborateurs d'élus fédéraux et de secrétaires de commission parlementaires américaines. La soirée aura lieu le 14 septembre 2011.

A cette occasion, le Conseil d'Etat sera représenté par quatre de ses membres, M. Mark Muller, président, M. Charles Beer, responsable du département de l'instruction publique, de la culture et du sport, M. Pierre-François Unger, responsable du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé, et Mme Isabel Rochat, responsable du département de la sécurité et de l'environnement. Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, les accompagnera, de même que Mme Elisabeth Chatelain, 2^e vice-présidente du Grand Conseil, ainsi que le président de l'Institut des hautes études internationales et du développement, un membre du rectorat de l'Université de Genève, un membre de la direction de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève et les directeurs généraux de Genève Tourisme & Congrès et de Palexpo, notamment.

La présence genevoise à Washington va au-delà de la Soirée Suisse. Les événements suivants marqueront aussi cette présence:

- une journée de rencontres entre entrepreneurs genevois et entrepreneurs du Maryland actifs dans les cleantech,
- une exposition sur le thème de la mode réalisée par les étudiants de la haute école d'art et de design (HEAD) sera organisée dans une galerie de la ville,
- Deux tables rondes seront consacrées l'une au lien entre environnement et droits de l'homme et l'autre au rôle d'internet et des réseaux dans la gouvernance mondiale.

La Soirée Suisse et ces manifestations bénéficient du soutien de Présence Suisse et de Suisse tourisme.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Région transfrontalière

Création d'un nouvel organisme de gouvernance du projet d'agglomération franco-valdo-genevois

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi créant un nouvel organisme de gouvernance du projet d'agglomération franco-valdo-genevois (PAFVG). Premier du genre en droit suisse et genevois, ce groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) sera doté de la personnalité juridique et offrira à l'ensemble des partenaires du PAFVG un cadre juridique spécifique et adapté.

Cet organisme doit faciliter la gestion et stimuler le développement du projet d'agglomération, tout en respectant les compétences et la représentativité des huit parties signataires. Ces dernières devront approuver les statuts du GLCT avant que la loi genevoise ne puisse entrer en vigueur.

Pour toute information complémentaire : Mme Anna-Karina Kolb, directrice a.i. du service des affaires extérieures, DARES, ☎ 022 327 90 60.

Genève-Confédération

Genève soutient la nouvelle stratégie énergétique du Conseil fédéral

Le Conseil d'Etat a adressé un courrier au Conseil fédéral, saluant la décision prise par ce dernier le 25 mai 2011 d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire ainsi que sa volonté de mettre en œuvre une nouvelle politique énergétique fondée sur le concept de la société à 2000 watts et centrée sur l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables.

Le gouvernement genevois partage l'avis du Conseil fédéral selon lequel cette restructuration fondamentale du système énergétique suisse est une opportunité pour l'avenir du pays à tous les niveaux. De par la qualité de sa recherche et de son savoir-faire technique, la Suisse est bien placée pour être à la pointe dans le domaine des nouvelles technologies de l'énergie. Avec l'abandon de projets de nouvelles centrales nucléaires, des moyens considérables pourront être investis dans des domaines d'avenir prometteurs qui garantissent la sécurité de notre approvisionnement et favorisent l'économie suisse dans l'un de ses domaines d'excellence.

Cette réorientation de la politique énergétique fédérale est par ailleurs en accord avec les orientations d'ores et déjà prises par le canton de Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DSPE,
☎ 022 327 93 64.*

Péréquation financière 2012 : la facture de Genève augmente de 27,5 millions de francs

Dans une lettre adressée à la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF), le Conseil d'Etat a validé les chiffres établissant pour 2012 la péréquation financière entre la Confédération et les cantons.

Le Conseil d'Etat note la forte augmentation de la contribution de Genève. Il souligne que le canton demeure le second contributeur en matière de péréquation des ressources et le troisième contributeur en ce qui touche globalement la péréquation financière et la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT). Le Conseil d'Etat relève avec satisfaction la pondération des revenus des frontaliers dans les paiements compensatoires, même si le canton aurait souhaité que cette pondération soit plus marquée.

*Pour toute information complémentaire : M. Pierre Béguet, directeur général des finances de l'Etat, DF,
☎ 022 546 13 01.*

Revitalisation des cours d'eau : Genève favorable au renforcement du soutien de la Confédération

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) consacrée au manuel [RPT](#) dans le domaine de l'environnement, relative à la revitalisation des cours d'eau.

Le gouvernement genevois salue l'important soutien que la Confédération apportera dès 2012 aux cantons dans le domaine de la renaturation. En 2011 déjà, un budget annuel de 40 millions a été dévolu à ce vaste chantier de réhabilitation des rivières suisses.

Le Conseil d'Etat salue en particulier la nouvelle convention programme RPT 2012-2015, qui réintroduit un mécanisme de soutien de la Confédération indépendant du kilométrage de cours d'eau revitalisés, un avantage pour le canton de Genève, doté d'un petit territoire et d'un modeste linéaire de cours d'eau.

Dans sa réponse au DETEC, le Conseil d'Etat relève l'important effort déjà consenti par le canton dans ce domaine de la renaturation, puisque près de 45 millions de francs de travaux ont été réalisés entre 1998 et 2008. Il ajoute que diverses opérations d'importance seront encore conduites ces prochaines années, notamment la renaturation de l'Aire à Confignon, qui permettra non seulement d'améliorer la qualité environnementale des lieux, mais également de renforcer la sécurité du quartier Praille-Acacias-Vernets (PAV) contre les inondations.

Pour tout complément d'information : M. Alexandre Wisard, directeur du service de renaturation des cours d'eau direction générale de l'eau, DIM, ☎ 079 964 49 03.

Révision de l'ordonnance sur la géoinformation : les données relatives à l'énergie doivent être incluses

Dans le cadre de la procédure d'audition publique conduite par le Département fédéral de la défense, de la population et des sports, le Conseil d'Etat a pris acte avec satisfaction des mises à jour proposées du catalogue des géodonnées d'intérêt national inscrit dans [l'ordonnance sur la géoinformation](#).

L'ordonnance proposée répertorie l'ensemble des jeux de données fixés par les diverses lois fédérales traitant de la gestion du territoire. Le Conseil d'Etat demande à la Confédération de saisir l'occasion de la révision de cette ordonnance pour y intégrer également les géodonnées nécessaires à l'application de la politique de l'énergie. Il s'agit d'inscrire dans le catalogue non seulement les énergies dites conventionnelles telles que les gazoducs, les lignes à haute tension, les aménagements hydrauliques ou encore les centrales nucléaires, mais également celles concernant les ressources indigènes et renouvelables telles que le potentiel thermique des eaux de surface, le potentiel de l'utilisation énergétique de la biomasse, le potentiel géothermique ou encore le potentiel éolien.

Pour toute information complémentaire : M. Henrich Duriaux, service de la mensuration officielle, DIM, ☎ 022 546 72 03.

Epizooties, banque de données et émoluments sur le trafic des animaux : oui à la révision des ordonnances

Le Conseil d'Etat a pris connaissance des projets de révision des ordonnances [concernant la banque de données sur le trafic des animaux \(BDTA\)](#), [relative aux émoluments liés au trafic des animaux \(OEmol-TA\)](#) et [sur les épizooties \(OFE\)](#) mis en consultation par le Département fédéral de l'économie.

Le gouvernement genevois approuve les amendements mineurs apportés à ces trois textes, qui permettront en particulier de dispenser de meilleures informations quant à la détention des équidés dans le canton et, par là-même, de réagir plus efficacement si une épizootie devait se déclarer chez cette espèce.

Il émet toutefois une réserve concernant la modification apportée à l'[article 12a](#), alinéa 1 de l'ordonnance sur la BDTA, qui prévoit dès 2012 la transmission de la liste des animaux aux détenteurs uniquement par voie électronique, et non plus sur support papier. En effet, il ne paraît pas raisonnable d'exiger de tous les détenteurs d'être équipés des services Internet dans un délai de six mois.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Seitert, vétérinaire cantonal, DARES, ☎ 022 546 56 00.

Circulation routière : oui à la modification de diverses ordonnances

Dans le cadre d'une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), le Conseil d'Etat a approuvé la modification de diverses ordonnances relatives aux exigences techniques requises pour les véhicules routiers, aux règles de la circulation routière et à la signalisation routière. Il s'agit des ordonnances [concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers \(OETV\)](#), [sur les règles de la circulation routière \(OCR\)](#), [sur la signalisation routière \(OSR\)](#), [concernant les exigences techniques requises pour les voitures automobiles de transport et leurs remorques \(OETV1\)](#), [concernant les exigences techniques requises pour les tracteurs agricoles et leurs remorques \(OETV2\)](#) et [concernant les exigences techniques requises pour les motocycles, quadricycles légers à moteur, quadricycles à moteur et tricycles à moteur \(OETV 3\)](#).

Ces modifications permettent notamment de tenir compte de l'évolution des cyclomoteurs électriques, de simplifier l'immatriculation des voitures de tourisme neuves, ou encore de simplifier certaines dispositions techniques concernant les véhicules (définition de la puissance du moteur, exigences concernant les pneumatiques, dispositifs d'attache, etc.).

Elles impliquent également l'obligation pour les autocars et les minibus d'être équipés d'un système de détection d'incendies et pour les motos de clignoteurs de direction, et rendent obligatoire le port du casque pour les conducteurs de vélos électriques.

Pour toute information complémentaire : M. Roger Jenny, directeur général a.i., office cantonal des automobiles et de la navigation, DSPE, ☎ 022 388 30 02.

Adoption du nouveau règlement d'application de la loi sur les chiens

Le Conseil d'Etat a adopté le nouveau règlement d'application de la loi sur les chiens, qui apporte les précisions nécessaires à l'application de la [nouvelle loi sur les chiens adoptée par le Grand Conseil le 18 mars 2011](#).

La loi sur les chiens et son règlement ont fait l'objet d'une révision totale, suite à l'[acceptation par le peuple genevois, en février 2008](#), des dispositions constitutionnelles concernant l'interdiction des races de chiens d'attaque et autres chiens dangereux. Ainsi, la nouvelle loi et son règlement d'application donnent un ancrage législatif à l'interdiction des races de chiens dangereux. La [révision de la loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005](#) et de son [ordonnance du 23 avril 2008](#) ont également rendu nécessaire la révision de la législation genevoise en matière canine. La loi et le règlement visent enfin à regrouper en une seule législation les différentes obligations légales que doivent remplir les détenteurs de chiens.

Conformément aux dispositions fédérales, la loi et le règlement sur les chiens soumettent les détenteurs qui ont acquis un chien après le 1^{er} septembre 2008 à l'obligation de suivre un cours pratique et un cours théorique. Le cours théorique n'a cependant pas besoin d'être suivi par les personnes pouvant démontrer qu'elles ont déjà détenu un chien avant le 1^{er} septembre 2008.

De plus, les chiens de grande taille (dès 56 centimètres au garrot et d'un poids supérieur à 25 kilos) seront soumis à autorisation. Ils auront l'obligation de passer un test de maîtrise et de comportement, à l'exception des animaux âgés de plus de huit ans.

Il est en outre prévu un point de contrôle communal des documents que devront produire les détenteurs de chiens en vue de l'acquisition de la marque de contrôle, qui n'a désormais plus de rapport avec le paiement de l'impôt sur les chiens.

Le Conseil d'Etat fixera ultérieurement la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi et de son règlement d'application.

*Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Seitert, vétérinaire cantonal, DARES,
☎ 022 546 56 00.*

Baisse du prix de l'électricité à Genève en 2012

Le Conseil d'Etat a approuvé la nouvelle tarification de l'électricité des Services industriels de Genève (SIG) pour l'année 2012. Pour la troisième année consécutive, les tarifs des usagers genevois vont baisser. En 2012, cette baisse sera en moyenne de 6,4% par rapport aux tarifs 2011. Elle prend en compte la diminution des coûts d'approvisionnement des SIG, due notamment à un taux de change particulièrement avantageux pour les achats d'électricité réalisés en euros.

Le gouvernement salue les démarches entreprises pour maîtriser et stabiliser le prix de l'électricité au bénéfice de l'économie locale et des usagers du canton. Le Conseil d'Etat saisit cette occasion pour rappeler cependant que le moyen le plus durable de réduire sa facture énergétique consiste à éviter tous les gaspillages et à choisir des équipements efficaces.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DSPE,
☎ 022 327 93 64.*

Contournement routier de Genève-sud : les premiers jalons sont posés

Le Conseil d'Etat a remis au Grand Conseil son rapport sur la [motion « Pour l'étude et la réalisation d'une route de contournement de Genève-sud \(M-1944\) »](#). Le gouvernement indique que les études pour la route de contournement de Genève-sud en accord avec les communes concernées, en collaboration avec l'Office fédéral des routes (OFROU) et en lien avec le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois sont en cours. Le Conseil d'Etat sera en mesure de statuer fin 2011 sur l'opportunité de réaliser une liaison entre la route d'Annecy et la route de Pierre-Grand d'une part, et d'autre part sur les mesures d'accompagnement nécessaires à la réalisation de la liaison entre la route de Saconnex-d'Arve et la route d'Annecy.

Le Conseil d'Etat rappelle que ce dossier contient plusieurs projets de raccordements routiers et autoroutiers destinés à capter le trafic issu des communes de Bardonnex, Carouge, Lancy, Plan-les-Ouates, Troinex et Veyrier, ainsi que le trafic de transit. L'objectif est d'éviter que les automobilistes traversent ces agglomérations et de canaliser les trafics en direction de Genève.

Le système des infrastructures de mobilité de Genève-sud est constitué de trois projets principaux. Le premier est le complément de jonction dit de la Milice, qui est la clé de voûte du système. Une fois réalisé, il permettra un accès direct entre l'autoroute et le centre de Genève via la route des Jeunes, depuis la route de Saconnex-d'Arve et la route du Camp. Le projet est en mains de l'OFROU en vue d'une mise en service au début 2019. Actuellement, l'échangeur routier de la Milice ne permet l'accès à l'autoroute de contournement que dans un sens, à l'entrée de Plan-les-Ouates.

Les deux autres projets, directement dépendants de la réalisation du complément de jonction de la Milice et dont l'étude est pilotée par les services de l'Etat, consistent en une liaison entre la route de Saconnex-d'Arve et la route d'Annecy et une liaison entre la route d'Annecy et la route de Pierre-Grand.

Deux études ont été conduites en 2010 et 2011, destinées à établir pour ces deux projets de liaisons des principes d'aménagement, leur raccordement au réseau, leurs impacts en termes d'environnement, de paysage et d'agriculture, ainsi que les mesures d'accompagnement indispensables à leur bon fonctionnement. Leurs conclusions ont été présentées aux conseils administratifs des communes concernées en juin 2011.

Pour toute information complémentaire : Mme Rébecca Dougoud, directrice de la planification et des offres de mobilité, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 03.

Garantie d'achat accordée aux TPG pour l'acquisition de 32 tramways et de 87 autobus

Le Conseil d'Etat a autorisé les Transports publics genevois (TPG) à emprunter la somme de 50 millions de francs pour, d'une part, le paiement d'un troisième acompte à faire valoir sur l'achat de trente-deux trams devant assurer, dès décembre 2011, la desserte de la nouvelle ligne de tram Bernex-Meyrin (TCOB) et, d'autre part, pour le paiement d'un premier acompte sur l'acquisition de quatre-vingt sept autobus, en vue de renouveler les véhicules les plus anciens du réseau.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabrice Etienne, direction générale de la mobilité, DIM,
☎ 022 546 78 38.*

Amélioration de la sécurité routière entre les villages de Sézegnin, Athenaz, Avusy et Laconnex

Le Conseil d'Etat a remis au Grand Conseil son rapport sur la [pétition](#) intitulée « Aménagements de la sécurité routière entre les villages de Sézegnin, Athenaz, Avusy et Laconnex ». Le gouvernement indique que les projets d'aménagements situés sur les routes de compétence communale, traversées des villages d'Athenaz et d'Avusy, ainsi que les routes de liaison entre ces communes et Sézegnin doivent être portés par la commune.

Dans ce contexte, il rappelle l'inscription de ces aménagements au plan directeur communal d'Avusy ainsi que la présence d'une école primaire située au niveau du village d'Athenaz. Dans l'intervalle, des bandes cyclables ont déjà été marquées sur ces routes communales là où cela était possible en fonction des gabarits.

S'agissant de la route cantonale RC68 qui traverse le village de Sézegnin et rejoint Laconnex, un projet porté par la commune est en cours d'élaboration pour la traversée du village. Entre le village de Sézegnin et celui de Laconnex, deux aménagements pour les vélos sont prévus. Une première section située entre le giratoire de Maison-Forte à Laconnex et la route de la Parraille (RC82) sera réalisée cet été sous la forme de piste mixte piétons-vélos. La seconde section située entre la route de la Parraille (RC82) et Sézegnin est encore en cours d'étude sous la forme d'une piste mixte piétons-vélos. Dans l'attente de sa réalisation, des bandes cyclables ont là aussi été marquées.

Pour toute information complémentaire: Mme Rébecca Dougoud, directrice de la planification et des offres de mobilité, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 03.

Adoption du plan localisé de quartier des Communaux d'Ambilly : 610 nouveaux logements à l'horizon fin 2014

Le Conseil d'Etat a adopté le plan localisé de quartier (PLQ) des Communaux d'Ambilly situé sur le territoire des communes de Thônex et de Chêne-Bourg.

Le PLQ comprend les deux pièces urbaines qui constituent la première étape du programme de construction du secteur, l'ensemble des espaces publics et un nouveau maillon routier. Environ 610 logements ainsi que 11'750 m² de surfaces brutes de plancher dévolues à des activités (petits commerces et services de proximité) sont concernés par ce PLQ.

Le début des travaux du maillon routier est prévu pour début 2012 et la livraison des premiers logements devrait intervenir pour fin 2014, sous réserve de la suite de la procédure.

La commune de Thônex disposera par ailleurs de deux périmètres pour l'implantation d'équipements publics, parmi lesquels deux groupes scolaires.

Le PLQ est accompagné de quatre documents qui sont autant de garanties de la qualité environnementale et urbanistique du futur quartier. Il s'agit du rapport d'impact sur l'environnement (RIE) première étape, du schéma directeur de gestion des eaux, du concept énergétique territorial et des mesures relatives aux espaces publics et aux infrastructures.

Concernant la mobilité, des mesures sont d'ores et déjà prévues pour assurer le fonctionnement des transports individuels et collectifs ainsi que pour limiter au maximum le trafic de transit. Le projet du maillon routier prévoit la création d'une voie de bus en site propre, ainsi que des ouvrages antibruit. En outre, un réseau continu de cheminements pour piétons et cyclistes sera réalisé dans le périmètre.

La réalisation du quartier des Communaux d'Ambilly, du maillon routier et des mesures complémentaires sur le réseau routier a fait l'objet d'un programme-cadre et d'un calendrier prévisionnel, élaborés en collaboration avec la commune de Thônex. Les oppositions formulées dans le cadre de la procédure d'opposition ont été rejetées simultanément à l'adoption du plan.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes. Des informations complémentaires sur les Communaux d'Ambilly sont consultables sur www.ge.ch/mica.

Pour toute information complémentaire : M. Stéphane Thiébaud, chef de projets, planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 64.

90 nouveaux logements prévus au Petit-Saconnex

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) en ville de Genève, dans le quartier du Petit-Saconnex, prévoyant de construire cinq immeubles d'habitation pour un total de nonante logements. Quatre bâtiments d'une hauteur de quatre étages seront implantés perpendiculairement au chemin du Pré-Cartelier et un immeuble de six étages, dont le rez-de-chaussée sera affecté à des activités, sera construit le long de l'avenue Giuseppe-Motta. La surface brute de plancher de ces constructions est d'environ 10'294 m², soit un indice d'utilisation du sol de 1,4. Deux parkings souterrains de quelque 120 places à l'usage des habitants et des visiteurs ainsi que des aires de stationnement pour vélos sont prévus.

Situé à l'angle du chemin du Pré-Cartelier et de l'avenue Giuseppe-Motta, ce PLQ concerne six parcelles en zone de développement 3, actuellement occupées par des villas. Plusieurs autres PLQ ont déjà été adoptés dans le périmètre. Le plan prévoit également deux liaisons piétonnes avec le parc Trembley, la première dans le prolongement du chemin du Point-du-Jour, la seconde au nord du périmètre, ceci afin de garantir une bonne perméabilité du secteur. En outre, une cession gratuite au domaine public communal est prévue le long du chemin du Pré-Cartelier, pour permettre une requalification de la chaussée et des trottoirs. Une seconde cession sera faite le long de l'avenue Giuseppe-Motta en vue d'aménager l'espace public à cet endroit.

Ce projet a été préavisé favorablement par le Conseil municipal de la ville de Genève en novembre 2009. Les oppositions formulées dans le cadre de la procédure d'opposition ont été rejetées conjointement à l'adoption du plan.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/procedures.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Scattolin, chef de projet et adjoint du directeur, service des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 91.

Déclassements à Céligny pour la construction de 90 nouveaux logements et d'équipements publics

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Céligny au lieu-dit « Les Grands-Hutins », en vue de la création d'une zone de développement 4B, d'une zone de développement 4B affectée à de l'équipement public et d'une zone 4B protégée. L'objectif est de réaliser à cet endroit un développement modéré par une extension du village.

Ce changement du régime des zones a été initié à la demande de la commune et fait suite à une demande de renseignement. Le projet répond au manque de terrains constructibles pour du logement collectif à Céligny et permettra de réaliser, au nord-ouest du village, des équipements publics et quelque nonante logements à court et à moyen termes. Parallèlement à la procédure de modification des limites de zones, un projet de plan localisé de quartier a été élaboré sur le périmètre en zone de développement 4B.

Si la zone de développement 4B est dévolue aux logements, le périmètre affecté à de l'équipement public accueillera une maison de la petite enfance et des terrains de sports et de jeux pour les jeunes.

Les parcelles concernées par la future zone 4B protégée sont actuellement en zone de développement 4B protégée. Comme elles n'offrent plus de potentiel de développement, le changement de zone permet une mise en conformité avec la réalité du bâti.

Le Conseil municipal de Céligny a préavisé favorablement ce projet le 5 avril 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Scattolin, chef de projet et adjoint du directeur, service des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 91.

Urbanisation des Grands-Esserts à Veyrier : concertation avec la commune

Le Conseil d'Etat a répondu à une [motion](#) du Grand Conseil de septembre 2010 portant sur le projet d'urbanisation « Les Grands-Esserts » à Veyrier. Les motionnaires invitaient le gouvernement à entrer en concertation avec les autorités communales pour la mise sur pied d'un concours d'architecture et à intégrer les infrastructures de transports publics au projet.

Dans son rapport, le Conseil d'Etat indique avoir intégré les autorités de la commune de Veyrier au projet dès 2003. Celles-ci ont de surcroît été associées l'élaboration du cahier des charges du concours, qui prend la forme d'un mandat d'études parallèles (MEP) actuellement en cours.

De même, les représentants de la commune font partie du collège d'experts chargé de sélectionner les candidats. Par ailleurs, les différentes étapes du MEP font régulièrement l'objet de présentations publiques, la dernière ayant eu lieu en mai 2011.

Le gouvernement précise enfin qu'il est prévu de développer un réseau de mobilité douce à l'intérieur du nouveau quartier, en connexion avec les zones urbaines avoisinantes. Le développement de l'offre en transports publics, notamment la faisabilité de la mise en place de nouvelles lignes de bus, est également à l'étude.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Wuest, chef de projets, planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 65.

Agriculture : soutien à l'investissement durable

Le Conseil d'Etat a adopté un [projet de loi](#) ouvrant un crédit au titre de subvention d'investissement de 15,7 millions de francs destinée à soutenir le financement d'infrastructures agricoles durables. Les investissements – prévus pour la période 2012-2017 – permettront le développement d'une agriculture périurbaine à la fois compétitive, respectueuse de l'environnement et tournée vers les attentes des consommateurs genevois.

Ces subventions d'investissements sont non seulement indispensables pour assurer le renouvellement courant des infrastructures agricoles, mais sont aussi nécessaires pour mettre en œuvre un projet de développement régional (PDR) dans la région genevoise en collaboration avec la Confédération et les milieux agricoles.

Ces subventions permettront aussi de mettre en valeur les zones agricoles spéciales (ZAS), plus particulièrement de mettre en œuvre les différentes mesures imaginées et négociées entre les milieux professionnels, associatifs et administratifs dans le cadre de la planification de ces zones.

Elles permettront finalement de respecter les engagements pris par le gouvernement genevois en matière agricole dans le cadre du projet d'agglomération franco-valdo-genevois.

Pour toute information complémentaire : M. Alain Bidaux, chef de service, direction générale de l'agriculture, DIM, ☎ 022 388 71 71.

Augmentation de la taxe de séjour

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'application de la loi sur le tourisme augmentant la taxe de séjour par personne et par nuitée de la manière suivante :

Catégories d'établissements	Montants actuels	Nouveaux montants
a) Etablissement 5 étoiles	4,25 F	4,75 F
b) Etablissement 4 étoiles	3,60 F	4,00 F
c) Etablissement 3 étoiles et relais	2,95 F	3,30 F
d) Etablissement 2 étoiles	2,55 F	2,80 F
e) Etablissement 1 étoile et assimilé	2,30 F	2,50 F
f) Camping et auberge de jeunesse	1,50 F	1,65 F

Cette augmentation entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012 et touche davantage les catégories d'établissements dites « supérieures ».

Une partie du produit de la taxe étant affectée au financement d'un titre de transport UNIRESO pour la durée du séjour des touristes à Genève, cette augmentation est justifiée par celle des tarifs des Transports publics genevois qui prendra effet le 1^{er} janvier 2012. Il s'agit en outre d'un soutien nécessaire et indiscutable à Genève Tourisme & Congrès (office du tourisme), qui a retrouvé son dynamisme suite aux restructurations opérées.

Il convient encore de mentionner que les montants de cette taxe n'avaient pas été modifiés depuis 2007. Enfin, cette augmentation est soutenue par la Société des hôteliers de Genève (SHG) et la Fondation pour le tourisme, qui réunit les milieux concernés.

Pour toute information complémentair : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Promotion de la pêche aux écrevisses

Dans un rapport adressé au Grand Conseil sur la [motion intitulée « Vous aimez les écrevisses ? Nous aussi ! »](#), le Conseil d'Etat a confirmé sa volonté d'exploiter durablement cette nouvelle ressource naturelle, tout en limitant les risques pour le reste de la faune aquatique et en respectant les accords intercantonaux et internationaux sur la pêche dans le Léman.

Cette pêche est donc autorisée tant pour les pêcheurs amateurs que professionnels avec des limitations justifiées par le statut particulier de ces espèces. La promotion de cette denrée est souhaitable comme pour tous ceux issus de la pêche lémanique, qui sont des produits du terroir et présentent les mêmes qualités environnementales que les produits de l'agriculture locale.

Pour toute information complémentaire : M. Gottlieb Dändliker, inspecteur cantonal de la faune et de la pêche, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Rapport sur la diversité biologique

Le Conseil d'Etat a adopté le rapport quadriennal – exercice 2006-2010 de la commission consultative de la diversité biologique (CCDB) et l'a transmis au Grand Conseil.

Instituée par la [loi ad hoc du 20 mai 1999](#), la CCDB a notamment pour but de donner des avis et formuler des propositions sur tous sujets relatifs à la nature genevoise. Cette commission est constituée de trois sous-commissions – flore, faune, sites et biotopes – dont les membres représentent les partis politiques et les différents milieux intéressés.

Plusieurs thèmes principaux ont été débattus : conservation de la nature et gestion des sites protégés, continuums et corridors biologiques, concept des activités de plein air, bilan nature et priorités d'actions, parc naturel régional, [Projet d'agglomération franco-valdo-genevois](#), qualité des cours d'eau, projet de plage, port et parc aux Eaux-Vives. Par ailleurs, chaque sous-commission a présenté des rapports, dont le détail est également exposé dans le rapport quadriennal.

La CCDB conseille l'établissement d'un plan d'actions dans le domaine de la biodiversité ainsi que l'élaboration d'une loi cantonale et d'une stratégie régionale, donnant ainsi une orientation claire à ses travaux. A ce jour, il a été tenu compte de ces suggestions, notamment par l'élaboration de la brochure « Nature dans le canton de Genève, bilan de 10 ans d'actions et perspectives », publiée en 2010, ainsi que par le dépôt au Grand Conseil d'un [projet de loi du Conseil d'Etat sur la biodiversité](#), en date du 14 avril 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Gilles Mulhauser, directeur général de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Evaluation des effets de la loi sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients

Le Conseil d'Etat a pris acte des conclusions contenues dans le rapport d'évaluation des effets de la loi sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients élaboré par Mme Dominique Manai, professeure à la faculté de droit de l'Université de Genève, sur mandat du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé.

Ce rapport met notamment en évidence que l'institution d'une commission unique pour la protection des patients souffrant de troubles somatiques ou psychiques, telle que voulue par le législateur en 2006, est en harmonie avec l'évolution de la conception moderne des droits des patients. De plus, l'attribution au patient de la qualité de partie a incontestablement amélioré le statut de ce dernier.

L'institution d'un bureau chargé de procéder à l'examen préalable des plaintes et dénonciations a allégé le travail de cette autorité, même si l'experte constate que les procédures se sont complexifiées et que le volume des dossiers à traiter s'est amplifié depuis 2007. Elle conclut que le bon traitement des dossiers est un défi qui a été relevé jusqu'ici avec succès.

Elle propose finalement des modifications légales permettant une meilleure compréhension de la part d'un non-juriste.

Au vu de ces résultats et des recommandations de la mandataire, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de prendre acte de ce rapport, tout en soulignant que ces réflexions seront intégrées aux modifications qui seront apportées prochainement à la [loi sur la commission de surveillance](#).

Pour toute information complémentaire : Mme Nicole Blanchard, directrice, commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients, DARES, ☎ 022 546 89 50.

Approbation du statut de l'Université

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement sur le personnel de l'Université, intégrant l'adoption du statut de cette dernière.

L'Université a travaillé de longs mois à la rédaction du statut, qui contient les dispositions essentielles à son organisation et à son fonctionnement. Le rectorat a élaboré un projet qui a été largement remanié et complété par l'assemblée de l'Université, qui représente les différents corps de la communauté universitaire. La version finale du statut, adoptée par l'assemblée le 22 juin 2011, est approuvée par le Conseil d'Etat.

Le gouvernement reconnaît l'intense travail qui a été fourni par l'assemblée, le rectorat et ses collaboratrices afin d'aboutir à un texte cohérent qui intègre plusieurs compromis auxquels l'Université et le gouvernement ont pu se rallier.

Avec l'entrée en vigueur du statut au lendemain de son adoption par le Conseil d'Etat, c'est désormais l'ensemble des dispositions réglementaires prévues par la nouvelle loi sur l'Université qui trouvent leur concrétisation.

Pour toute information complémentaire : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15.

Droit d'opposition des conseils municipaux aux décisions de l'Association des communes genevoises

Le Conseil d'Etat a approuvé le règlement de l'Association des communes genevoises (ACG) sur la procédure d'opposition des conseils municipaux à l'encontre des décisions de l'assemblée générale de l'ACG.

La transformation de l'ACG, au mois de septembre 2010, en une structure de droit public induit des avancées démocratiques importantes et novatrices non seulement pour elle-même, mais également – et surtout – pour les communes. Les conseils municipaux se sont vu octroyer un droit d'opposition aux décisions prises par l'assemblée générale de l'ACG, principalement en matière financière.

Ce nouveau droit a été concrétisé dans un règlement de l'ACG, que le Conseil d'Etat a approuvé en application de l'article 60D de la [loi sur l'administration des communes](#).

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.

Approbation des comptes de la Fondation « La Vespérale » et de l'EMS « Maison de Vessy »

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2010 respectifs des établissements publics « Vespérale » et « Maison de Vessy », actifs dans l'hébergement de personnes âgées fortement dépendantes.

La Fondation « La Vespérale », qui a débuté en 2010 l'exploitation d'une nouvelle résidence (Poterie, quartier de la Servette), boucle l'exercice sur un résultat d'exploitation de 1,539 millions de francs avant provisions et charges financières.

Après intégration de ces éléments, l'exercice 2010 boucle sur un excédent de recettes de 642'968 francs, dont 318'652 sont reversés à l'Etat de Genève conformément aux dispositions en matière de thésaurisation.

Le résultat d'exploitation de la Maison de Vessy pour l'exercice 2010 se solde par un excédent de recettes de 832'843 francs avant charges et revenus exceptionnels ou financiers. Après intégration de ces éléments, la Maison de Vessy boucle l'année 2010 sur un excédent de recettes de 159'771 francs, dont la moitié est reversée à l'Etat de Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Approbation des comptes des Etablissements publics pour l'intégration

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2010 des Etablissements publics pour l'intégration (EPI). Le résultat d'exploitation se solde par un excédent de charges de 1,204 million de francs sur des charges totales de 89,648 millions de francs. Après intégration des charges et produits financiers ainsi que des produits d'exercices antérieurs, le résultat se solde par un déficit de 1,67 million de francs. Les EPI, qui ont connu une forte croissance de leurs activités depuis leur création en 2008, devront parvenir à équilibrer leurs comptes sur les exercices 2010-2013.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général de l'action sociale, DSE,
☎ 022 546 51 45.*

Approbation des comptes 2010 des Rentes Genevoises

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes des Rentes Genevoises pour l'exercice 2010, suivant ainsi le préavis du service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance.

L'institution genevoise d'assurance a dû faire face, l'an dernier, à un environnement financier instable avec un rendement des placements en baisse, ce qui n'a pas permis de couvrir la totalité de la rémunération des capitaux de prévoyance et les frais de fonctionnement. Ainsi, le résultat net des placements se chiffre à 32 millions de francs, après un résultat positif de 87,1 millions à l'issue de l'exercice précédent. La performance globale des actifs s'inscrit à +2,6%, contre +7,4% en 2009, et le degré de couverture passe en un an de 112,2% à 111,1%.

Malgré une hausse de 5,1% des frais de fonctionnement, qui s'explique notamment par l'augmentation du volume des affaires, les dépenses ont été bien maîtrisées et sont restées à 10% en dessous du budget.

Après dissolution de la réserve de fluctuation de valeurs, le bénéfice final de l'exercice s'élève à 603 francs. Compte tenu des circonstances, l'exercice peut être considéré comme satisfaisant, notamment en ce qui concerne l'augmentation du chiffre d'affaires de 17% et le redémarrage en fin d'année de l'activité en assurance vie collective. La situation financière de l'institution demeure saine.

Pour toute information complémentaire : M. Jean Pirrotta, directeur du service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance, DF, ☎ 022 546 05 00.

Approbation des comptes 2010 des Fondations immobilières de droit public

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes des cinq [Fondations immobilières de droit public \(FIDP\)](#) et de leur secrétariat général pour l'exercice 2010. Les FIDP gèrent plus de 6500 logements subventionnés (habitations bon marché/HBM) répartis sur l'ensemble du canton de Genève.

Les résultats des FIDP pour l'exercice 2010 se détaillent comme suit:

	Produits	Charges	Résultat *
Fondation HBM Camille Martin	18,71 MF	14,57 MF	+ 4,14 MF
Fondation HBM Emile Dupont	16,19 MF	15,06 MF	+ 1,13 MF
Fondation HBM Emma Kammacher	21,72 MF	16,31 MF	+ 5,41 MF
Fondation HBM Jean Dutoit	23,54 MF	18,46 MF	+ 5,08 MF
Fondation René et Kate Block	6,61 MF	6,36 MF	+ 0,25 MF

* avant amortissements immeubles

Les bénéfices des fondations serviront à financer de futurs travaux de rénovation ainsi que la réalisation de nouveaux logements HBM. Dans l'intervalle, les disponibilités sont intégrées dans le système de *cash pooling* de l'Etat de Genève, qui permet à ce dernier de limiter le recours à l'emprunt.

Le secrétariat des FIDP, quant à lui, présente des comptes 2010 équilibrés, à hauteur de 3,34 millions de francs, tant pour les charges que pour les produits.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Favarger, directeur, cellule développement de projets, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 04.

Sujets cantonaux soumis au peuple le 27 novembre 2011

Le Conseil d'Etat a arrêté les objets cantonaux suivants soumis au vote populaire lors de la votation cantonale du 27 novembre 2011 :

- la loi modifiant la loi générale sur les contributions publiques (LCP) (D 3 05 – 10537), du 18 mars 2011 ;
- la loi modifiant la loi générale sur les contributions publiques (LCP) (*Droit des pauvres*) (D 3 05 – 9408), du 18 mars 2011 ;
- les dispositions soumises au référendum obligatoire de la loi sur l'organisation judiciaire (LOJ) (E 2 05 – 10761), du 27 mai 2011 ;
- la loi modifiant la loi sur l'aide sociale individuelle (LASI) (J 4 04 – 10599), du 11 février 2011 ;
- l'initiative 142 « Pour le droit à un salaire minimum ».

Par ailleurs, le 27 novembre 2011 aura également lieu une votation communale dans la commune de Chêne-Bougeries sur la délibération du Conseil municipal du 13 avril 2011, donnant un préavis favorable au projet de

plan localisé de quartier n° 29736-511 situé au chemin de Challendin sur le territoire de la commune de Chêne-Bougeries.

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 10 octobre 2011 avant midi.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Véhicules de l'Etat : modernisation de la gestion du parc et introduction des critères de développement durable

Le Conseil d'Etat a pris deux décisions importantes concernant la gestion de sa flotte de véhicules, actuellement composée d'environ 1000 unités. Ces décisions doivent permettre une meilleure maîtrise et une optimisation de ce parc de véhicules dans le cadre d'une gestion efficiente des moyens et de la mobilité, ainsi que l'adaptation progressive de la flotte vers des véhicules plus respectueux de l'environnement.

La première décision instaure un groupe de maîtrise et d'optimisation du parc de véhicules de l'Etat (MOVE), qui sera appelé à remplacer l'actuelle commission d'achat des véhicules de l'Etat (CAVE) au 1^{er} janvier 2012. Composé de spécialistes du domaine des véhicules, des achats, de l'environnement et de la mobilité, le groupe MOVE sera doté de compétences élargies par rapport à l'actuelle CAVE.

Il sera en particulier chargé de la gestion globale du parc de véhicules de l'Etat, comprenant les processus d'évaluation des besoins et des demandes d'acquisition, la détermination des catégories de véhicules standardisés, la charte d'identité visuelle des véhicules de l'Etat, les règles d'utilisation des véhicules dans les services, les règles d'entretien, les normes à appliquer en matière de développement durable et la préparation du plan de renouvellement du parc de véhicules. Il sera en outre chargé d'analyser toutes les demandes d'acquisition ou de remplacement de véhicules, en vue de trouver avec les services la meilleure solution de mobilité. Ce groupe aura également un rôle de contrôle.

La seconde décision renforce les critères d'achat déjà appliqués pour les véhicules neufs et d'occasion dans les domaines énergétiques et environnementaux, en se référant de manière systématique aux normes les plus récentes et les plus contraignantes. Il est agrémenté d'un volet supplémentaire concernant la fin de vie des véhicules. Les véhicules répondant à des normes environnementales suffisamment récentes pourront ainsi être réutilisés au sein de l'administration ou vendus aux enchères, alors que les véhicules les plus anciens, et donc les plus polluants, devront être retirés de la circulation et déconstruits selon des critères respectueux de l'environnement.

Par ailleurs, au fil des années et en fonction des évolutions tant du marché que de la réglementation, l'Etat de Genève pourra déterminer des critères écologiques de plus en plus stricts dans le domaine des achats afin de favoriser l'acquisition des véhicules les moins polluants. Des véhicules à propulsion alternative (hybrides, au gaz, électriques) seront également acquis en fonction de l'état de la technique et du marché.

Cette action s'inscrit dans le cadre du rôle exemplaire que doivent jouer les collectivités publiques dans ce domaine et prolonge les actions déjà entreprises comme, par exemple, le renouvellement accéléré du parc de poids-lourds anciens (plan OPair), le plan de mobilité de l'administration cantonale et les normes d'achats durables pour les fournitures de l'administration cantonale.

Pour toute information complémentaire : M. Guy Reyfer, président a.i. de la commission d'achat des véhicules de l'Etat, DSPE, ☎ 022 546 77 01 ou Mme Alicia Calpe, directrice de la centrale commune d'achats, DF, ☎ 022 546 06 01.

Adoption du rapport d'activités du bureau du délégué aux violences domestiques

Le Conseil d'Etat a adopté et transmis au Grand Conseil pour information le [rapport d'activité 2010 du bureau du délégué aux violences domestiques](#) (BVD).

L'année 2010 a permis la réalisation de plusieurs objectifs. Parmi ceux-ci, l'adoption à l'unanimité par le Grand Conseil du projet de loi du Conseil d'Etat modifiant la [loi sur les violences domestiques](#). Les modifications proposées visent à favoriser l'utilisation des mesures d'éloignement par la police genevoise. La loi est entrée en vigueur en date du 31 août 2010.

En parallèle a été lancée une campagne d'information et de prévention contre les violences domestiques « Stop violences à la maison », qui s'est étalée d'avril à décembre 2010. Cette campagne s'est adressée aux personnes victimes, témoins et auteurs d'actes de violence, les incitant à utiliser la ligne téléphonique « Violences domestiques », disponible 7 jours sur 7, 24h sur 24. L'année 2010 a également vu la production des premières données annuelles par l'observatoire des violences domestiques, en partenariat avec les institutions membres de la commission consultative sur les violences domestiques. Ces données ont été analysées par les membres concernés de cette commission qui en ont proposé, au titre de test, une interprétation. Après deux années de tests sur des données annuelles, soit les années 2009 et 2010, un premier rapport officiel, portant sur l'année 2011, sera mis à disposition du Conseil d'Etat en juin 2012.

*Pour toute information complémentaire : M. David Bourgoz, délégué aux violences domestiques, DSPE,
☎ 076 396 18 09.*

Aide financière au Groupement romand d'études des addictions

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant total de 30'000 francs au Groupement romand d'études des addictions (GREA). Ce soutien permettra au GREA de coordonner le réseau des acteurs romands en alcoologie et toxicomanies, d'offrir des plateformes de travail, de proposer des formations et d'éditer le magazine « Dépendances » à l'intention des professionnels travaillant dans le domaine des addictions.

Cette aide s'inscrit dans le cadre du programme de promotion de la santé et de prévention des maladies non transmissibles.

*Pour toute information complémentaire : Mme Elisabeth Débenay, direction générale de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 16.*

Aide financière à la Fondation Health On the Net

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière de 180'000 francs pour l'année 2011 à la Fondation Health On the Net (HON) pour favoriser l'accès des citoyens à une information de santé de qualité sur Internet.

La Fondation HON est le leader en la matière. Elle est née à Genève il y a plus d'une dizaine d'années et réunit au sein de son conseil les experts mondiaux du domaine. Ses activités permettent d'améliorer l'accès à des informations de santé fiables sur Internet. Les internautes peuvent trier le bon grain de l'ivraie, notamment grâce aux portails d'accès que la Fondation HON anime et au label correspondant au respect du « HON Code », qui fixe les règles de bonne conduite en matière de publication d'information sanitaire sur le web.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 08.

Aides financières accordées à la culture

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière à quatre organismes culturels.

La Fondation la Bâtie – Festival de Genève recevra un montant de 450'000 francs en 2012 et de 500'000 francs en 2013, 2014 et 2015, soit un total de 1,95 million de francs pour quatre ans.

Le projet de loi porte sur le renouvellement de la convention de subventionnement – contrat de droit public au sens de la [loi sur les indemnités et les aides financières \(LIAF\)](#) – entre l'Etat de Genève, la Fondation la Bâtie – Festival de Genève et la Ville de Genève.

Cette convention de subventionnement, sous réserve du vote du budget par le Grand Conseil, permettra à La Bâtie – Festival de Genève de poursuivre son projet artistique d'envergure dédié aux arts de la scène. A travers une programmation encourageant l'exploration, la découverte et la réflexion, la Bâtie soutient la création contemporaine locale, nationale et internationale. Le festival investit à chacune de ses éditions de nombreux lieux à Genève et en France voisine. Par l'ampleur de ce dispositif de salles et l'aménagement d'un lieu central festif et convivial, La Bâtie marque la cité de sa présence et se positionne comme le premier festival du canton dans le domaine des arts de la scène. La manifestation, qui annonce de manière festive l'ouverture de la saison culturelle à Genève, touche un très large public. Le projet de loi s'inscrit dans la politique culturelle du canton, qui encourage la création artistique locale et régionale et l'accueil de productions internationales, tout en facilitant l'accès aux spectacles, aux concerts et aux manifestations artistiques à un public aussi large et diversifié que possible.

L'Association Anne Bisang Productions recevra une aide financière d'un montant annuel de 50'000 francs en 2012 et 2013, soit un montant total de 100'000 francs.

Cette aide s'inscrit dans le cadre de la convention tripartite signée par la Ville et l'Etat de Genève avec l'association Anne Bisang Productions. Elle vise à soutenir le projet artistique de cette association, qui correspond à la volonté de l'Etat de permettre aux compagnies actives à Genève de mettre sur pied des créations théâtrales et de contribuer à leur rayonnement.

L'Association Cinematou recevra une aide financière de 30'000 francs, qui doit lui permettre, d'une part, de mettre sur pied la sixième édition de son Festival du 1^{er} au 9 octobre 2011 et, d'autre part, de poursuivre sa mission de promotion du cinéma d'animation suisse et étranger.

Le festival est désormais devenu le rendez-vous annuel de l'animation en Suisse romande et fait figure de référence en matière de programmation pour le jeune public. Il mène un travail de sensibilisation des jeunes à la diversité des moyens employés dans une narration en images animées. Par ailleurs, l'association

Cinematou fait la part belle à la relève en programmant les œuvres de jeunes talents suisses, notamment des films d'auteur, qui n'ont pas toujours leur place dans les salles.

La démarche artistique et pédagogique de l'Association Cinematou s'inscrit pleinement dans la politique menée par l'Etat en matière d'accès et de sensibilisation à la culture, en particulier par le soutien à la création indépendante.

L'Association Cave 12 recevra une aide financière de 60'000 francs pour les années 2012 à 2014, soit un total de 180'000 francs. Cette aide s'inscrit dans la convention que l'Etat de Genève renouvelle pour les années 2012-2014 avec l'association Cave 12, au terme du premier contrat conclu avec elle en 2008 et échu en 2011.

Sous réserve du vote du budget par le Grand Conseil, la nouvelle convention, signée conjointement avec la Ville, va permettre à la Cave 12 de poursuivre son projet artistique axé sur la promotion et la diffusion des musiques improvisées et expérimentales en présentant des artistes d'horizons divers, évoluant généralement de façon indépendante et en marge des circuits commerciaux.

La programmation qu'assure la Cave 12 couvre une large palette de genres : jazz, noise, rock, free folk, musiques du monde détournées, expérimentations sonores et improvisations sous toutes leurs formes. Chaque année, une centaine de performances est présentée à Genève par l'association.

L'association Cave 12 entretient des liens étroits avec les musiciens romands ainsi qu'avec les artistes d'autres domaines menant des projets en lien avec l'art sonore. Elle souhaite également développer des ateliers et poursuivre ses nombreuses collaborations avec des structures musicales genevoises (AMR, PTR, KAB) s'engageant à présenter régulièrement la scène locale.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 02 2 546 66 70.

Aide financière pour l'organisation de camps et de colonies de vacances

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant total de quelque 259'000 francs à quatre organismes actifs dans le domaine de l'organisation de camps et colonies de vacances et à deux fédérations ou associations faîtières des organismes de vacances dont le rôle essentiel est de coordonner l'action de leurs membres. Ces aides permettent aux organismes bénéficiaires d'offrir à la population genevoise, en particulier aux enfants de 4 à 12 ans et aux jeunes de 13 à 18 ans, des places dans des camps et colonies de vacances. Elles s'inscrivent dans le cadre de la coordination et du soutien aux loisirs des mineurs.

Pour toute information complémentaire : M. Gilles Chamoux, directeur du service des loisirs de la jeunesse, DIP, ☎ 022 546 21 04.

Rapports d'activité des commissions officielles

Le Conseil d'Etat a pris connaissance des rapports d'activité de 69 commissions officielles pour la période du 1^{er} juin 2010 au 31 mai 2011. Conformément à la loi sur les commissions officielles (LCOF), les commissions établissent chaque année avant le 31 juillet leurs rapports annuels d'activité et les remettent au Conseil d'Etat qui les rend publics. Ces rapports sont consultables à l'adresse www.ge.ch/codof/rapports_activite_2010-2014.asp, au fur et à mesure qu'ils sont remis au gouvernement.

Félicitations adressées à Swann Oberson, championne du monde de natation du 5 kilomètres en eau libre

Le Conseil d'Etat a adressé ses félicitations à Mme Swann Oberson pour son titre de championne du monde du 5 kilomètres en eau libre lors des championnats du monde de natation à Shanghai. Cet exploit, qui s'inscrit dans la lignée de ses résultats en Coupe du monde, récompense un travail de longue durée. Il s'agit également du premier titre mondial de l'histoire de la natation suisse, ce qui représente une très grande fierté pour le canton de Genève.

Le Conseil d'Etat recevra prochainement Mme Swann Oberson pour célébrer sa victoire et lui souhaiter le meilleur des départs dans sa préparation pour les Jeux Olympiques de Londres en 2012.

Pour tout complément d'information : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 546 69 63.

Nominations

Nouvelle responsable des soins d'un département médical des Hôpitaux universitaires de Genève

Sur proposition du conseil d'administration des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), le Conseil d'Etat a approuvé la promotion de Mme **Fabienne Fouchard-Chavatte** à la fonction de responsable des soins d'un département médical des HUG.

Titulaire d'un diplôme d'infirmière en soins généraux, Mme Fouchard-Chavatte finalise actuellement un diplôme de management des institutions de la santé. Elle est au bénéfice d'une expérience professionnelle dans différentes fonctions de cadre soignant, comme celle de responsable des secteurs ambulatoires du département de gynécologie et obstétrique ou d'infirmière assistante de gestion du service d'orthopédie. Elle occupe depuis 2004 le rôle d'infirmière assistante de la responsable des soins du département de chirurgie. Mme Fouchard-Chavatte est particulièrement impliquée dans la promotion et le développement de la qualité des soins. Son expérience en gestion de projet est importante.



Pour toute information complémentaire : Mme Thérèse Légerer, service de la communication des HUG, ☎ 022 372 60 06.

Nomination d'un membre de la commission administrative des fondations immobilières de droit public

Le Conseil d'Etat a nommé M. **René Schneckenburger** membre de la commission administrative des fondations immobilières de droit public (CAFI) en sa qualité de président de la fondation Emile-Dupont pour la période du 1^{er} juillet 2011 au 30 novembre 2011. Il succède à Monsieur Gérard Devaud, démissionnaire.

M. René Schneckenburger a siégé au Conseil municipal de Versoix de 1979 à 1991, avant d'accéder au Conseil administratif de cette même commune où il est resté jusqu'en 2003. Il a également été juge assesseur suppléant au Tribunal de police. Monsieur Schneckenburger préside la Fondation pour l'installation à Versoix d'entreprises, d'artisans et de commerces (FIVEAC). Il a par ailleurs été directeur des finances-controlling à la TSR pendant 25 ans.



Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
2 août 9h00	Nouveaux taux de cotisation pour les allocations familiales	salle des Fiefs	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
9 août 10h30	Présentation du projet de loi instituant la Caisse de prévoyance du canton de Genève	salle des Fiefs (à confirmer)	DF	Henri Roth ☎ 022 327 98 22
23 août 11h00	Rentrée scolaire	salle 2 du DIP	DIP	Serge Baehler ☎ 022 546 69 17